

JANINA ET GÉRARD LAGNEAU

La classe dirigeante

Il peut sembler facile de traiter en quelques pages d'un sujet aussi précisément cerné que celui-ci. La réalité est tout autre : non seulement la littérature pertinente suffirait à remplir un volume, mais encore il s'agit d'un domaine où les controverses font rage. Dès l'abord, le chercheur se heurte à la confusion conceptuelle. Tout se passe comme si personne n'était aujourd'hui encore en mesure de choisir entre deux définitions contradictoires de la classe dirigeante soviétique : s'agit-il d'un objet empiriquement saisissable, d'une construction de l'esprit, d'un terme de classement, dont l'étendue varie avec les intentions de l'analyste ? (1). La statistique soviétique apporte une première réponse : le dernier recensement dénombre 405 784 personnes (soit 0,35 % de la population active) occupant des postes de direction (*rukovoditeli*). On trouve parmi elles les responsables des organisations du parti aussi bien que les présidents et secrétaires des Soviets ruraux. A s'en tenir aux *apparitchiki* du parti, des administrations régionales, urbaines et centrales, on trouve 220 000 personnes. Cependant, de quel droit pouvons-nous tenir à l'écart de la classe dirigeante 1 640 000 employés de l'administration centrale et régionale ? A ce compte, nous pouvons aussi légitimement restreindre notre étude à l'élite politique, c'est-à-dire à quelque 30 000 ou 40 000 personnes occupant des postes jugés suffisamment importants pour figurer sur la liste officielle établie par le Comité

(1) Cf. pour l'exposé de différentes approches, l'article de A. NOVE, Y a-t-il une classe dirigeante en URSS ?, ainsi que la discussion qui suit, in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1975, vol. 6, n° 4, pp. 5-44.

central du Parti (2). Contrastant avec la statistique officielle, les analystes occidentaux nous présentent souvent cette masse d'individus comme une classe dirigeante avec ses lois et ses articulations propres (3).

S'il n'y a pas d'accord sur la définition de l'objet, cela vient peut-être de ce que l'expression « classe dirigeante » enferme une contradiction dans les termes. Le premier désigne un concept sociologique : appartiendront à la même *classe*, par exemple, tous ceux qui partageront le même mode de vie et la même conscience solidaire ; la *direction* indique une position dans une technique d'organisation, qui change de sens selon qu'on a affaire à une institution hiérarchiquement organisée ou autogestionnaire (4). Le problème est classique : il avait déjà donné lieu à une célèbre analyse de la société américaine (5).

N'existe-t-il pas, en URSS comme aux Etats-Unis, un groupe de citoyens dont les membres concentrent entre leurs mains tous les leviers de direction à la manière d'une élite du pouvoir dans la société capitaliste ? La comparaison s'imposait dès J. Burnham et sa thèse célèbre sur l'avènement des « managers » (6). On se souvient des conclusions de ce marxiste repentit : le capitalisme n'a pas évolué historiquement comme les prophètes l'avaient prévu ; les capitalistes n'y ont gardé qu'un *control* symbolique sur la puissance montante des directeurs, qui font marcher la société anonyme à leur guise ; l'homme socialiste n'a pas vu non plus la dictature du prolétariat, mais d'une part une appropriation formelle des outils de la puissance par la collectivité, et d'autre part l'accaparement de tous les pouvoirs

(2) Cette liste comprend non seulement le personnel de l'appareil et de la haute administration, mais aussi celui de l'armée et des organisations scientifiques et culturelles. On trouvera un exposé des principes et quelques exemples concrets du recrutement des cadres dirigeants en URSS, in B. D. LEBIN, M. J. PERFILEV, *Kadry apparata upravlenija v SSSR (Les cadres de l'appareil de direction en URSS)*, Leningrad, Izd. Nauka, 1970.

(3) Cf. nous pensons ici à quelques écrits significatifs comme : M. DJILAS, *La nouvelle classe* ; Ch. BETTELHEIM, *La lutte des classes en URSS (1917-1930)*, Maspéro-Seuil, 1974, 2 vol., 520 p., 1977, 605 p., ou Claude LEFORT, *Eléments d'une critique de la bureaucratie*, Genève, 1971, ou encore CASTORIADIS, *La société bureaucratique*, Paris, 1973.

(4) Cf. G. LAGNEAU, Directions générales et participations singulières, in *L'homme et la société*, 1971, n° 22.

(5) Cf. C. W. MILLS, *The power elite*, New York, Oxford University Press, 1956, 423 p. On trouvera une tentative d'appliquer les théories de Mills à l'Union soviétique, in Jerry F. HOUGH, *The mass media and the policy process in the Soviet Union and the United States : implications for comparative studies*, et in *Political participation in the Soviet Union*, in *Soviet Studies*, janvier 1976, vol. XXVIII, n° 1.

(6) J. BURNHAM, *The Managerial Revolution*, New York, 1941.

de fait par une bureaucratie de « managers » couverte par l'idéologie du parti unique.

Ce qu'on sait du fonctionnement de la politique en URSS confirme-t-il ce diagnostic ? En théorie, la souveraineté populaire s'exerce par l'intermédiaire des Soviets élus, dont l'échafaudage aboutit au Soviet suprême — dépositaire de tous les pouvoirs (7) : instance législative, il vote les textes de lois constitutionnelles et fédérales, ratifie les décrets, approuve les budgets et les plans annuels. C'est de lui qu'émane l'Exécutif (puisqu'il nomme les membres du gouvernement), et aussi bien le judiciaire, car il désigne le procureur général et tous les membres du tribunal suprême de l'URSS (8).

La pratique correspond-elle à cette typologie idéale, héritée de Montesquieu ? Les observateurs de la réalité soviétique ont beau jeu d'invoquer la tradition selon laquelle « le Russe obéit au pouvoir et non pas à la loi » (9). A la distribution théorique des fonctions politiques se superpose en effet la *concentration des pouvoirs* sous l'égide du Parti communiste de l'Union soviétique. L'esprit des lois se justifie par le rôle extraordinaire dévolu à une institution, définie comme l'avant-garde, du prolétariat d'abord, des travailleurs ensuite, et finalement du peuple tout entier. Dans son dernier état, la Constitution reconnaît officiellement dans le PC « la force qui dirige et oriente la société soviétique, l'élément central de son système politique et de toutes les organisations tant sociales qu'étatiques » (10). En d'autres termes, le parti unique est radicalement différent des associations partisans telles que nous les connaissons dans les régimes pluralistes. *Il se situe à la fois dans le système politique et au-dessus de celui-ci*. Il apparaît bien comme l'organe suprême de décision, de contrôle et d'animation ; reste à savoir si les rôles éminents reconnus à l'institution suffisaient à constituer ses membres en *classe dirigeante*. Il est de fait que les *apparatchiki* comme les *activ* se retrouvent indifféremment dans la fonction publique et parmi les cadres du parti,

(7) Cf. art. 2 et 106 de la nouvelle Constitution.

(8) Pour l'analyse des institutions soviétiques, cf. M. LESAGE, *Les régimes politiques de l'URSS et de l'Europe de l'Est*, PUF, coll. « Thémis », 1971, 365 p. ; *Les institutions soviétiques*, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1975 ; *La fonction publique en Union soviétique*, PUF, coll. « Thémis », 1973 ; P. GÉLARD, *Les systèmes politiques en Etats socialistes*, t. I : *Le modèle soviétique*, Cujas, 1975, 370 p. ; *L'administration locale en URSS*, PUF, coll. « Thémis », 86 p.

(9) Cf. H. SMITH, *Les Russes. La vie de tous les jours en Union soviétique*, Belfond, 1976, p. 264.

(10) Cf. art. 6 de la nouvelle Constitution. On peut se référer également aux art. 126 et 141 de la Constitution de 1936 et aux statuts du parti tels qu'ils étaient établis en 1961.

de même qu'ils dirigent la plupart des organismes administratifs, économiques et sociaux du pays.

Sans prétendre résoudre la contradiction inhérente au concept de classe dirigeante, nous pouvons au moins esquisser ici deux analyses suggérées par cette problématique. D'une part, il faut essayer de savoir dans quelle mesure la prophétie de Burnham est substituable à celle de Marx : quelle est l'originalité de la structure socio-politique induite par le régime socialiste ? D'autre part, nous devons nous demander qui fait vivre et comment fonctionne ce parti unique qui nous est présenté comme l'homologue socialiste du pouvoir bourgeois (11). Si la tentation est forte d'assimiler purement et simplement « classe dirigeante soviétique » et « PC de l'URSS », pouvons-nous aller plus loin que la constatation souvent faite et selon laquelle « le pouvoir de décision reste concentré entre les mains de quelques dizaines de personnes au politbureau, au secrétariat du parti et au gouvernement » (12) ? Il faut au moins corriger cette observation par deux autres, également vraisemblables :

- d'une part, dans une structure industrielle complexe et fédérative telle que celle de l'URSS, il existe une *pluralité de catégories de dirigeants*, qui partagent à certains niveaux certains pouvoirs avec le parti monopoliste. Il n'est pas évident que toutes les bureaucraties d'Etat, la police, les forces armées, les branches professionnelles, bref que toutes les institutions économiques et sociales se trouvent également rangées sous la houlette du PC. L'autonomie relative dont chacune peut jouir, le degré de conscience corporative (opposée à la solidarité partisane) perceptible ici ou là méritent des enquêtes particulières qui feraient peut-être apparaître une assez grande diversité entre les institutions (13) ;
- d'autre part, l'analyse la plus sommaire montre que le parti n'est guère monolithique, en ce sens que la hiérarchie des tâches et l'autorité des fonctions y dessinent des articulations très inégalitaires. A. Meyer est allé jusqu'à comparer le PC à une SA, le militant de base n'ayant guère plus de pouvoir ici que n'en a là le petit porteur de parts, tandis que le secrétariat général de l'Association partisane exerce sur les cotisants une hégémonie comparable à

(11) Cf. Ch. BETTELHEIM, *La lutte des classes en URSS*, op. cit. ; DJILAS, *La nouvelle classe*, op. cit.

(12) Cf. M. TATU, *Le pouvoir en URSS : de Khrouchtchev à la direction collective*, Grasset, 1967, et Michael MOROZOW, *L'establishment soviétique*, Fayard, 1974.

(13) Sur la pluralité de groupes d'intérêts, cf. *Interest Groups in Soviet Politics*, édité par M. Gordon SKILLING et Franklyn GRIFFITHS, Princeton University Press, 1971, 433 p.

celle dont fait montre le comité de direction d'une grande société capitaliste par rapport à la foule de ses actionnaires (14). En conséquence, certains membres du parti (sinon la plupart) exercent une autorité plus faible que tel savant, tel ingénieur ou tel écrivain dont le prestige se fonde sur la compétence et dont l'influence met l'*intelligentsia* en position objective de concurrence vis-à-vis de l'institution officiellement instituée comme guide de la nation.

Une simple enquête sur les relations de travail en Union soviétique nous permettrait déjà d'apprécier les rapports entre les membres du parti et les autres citoyens disposant de quelque influence, y doser la méfiance et la confiance. Des analyses fines nous permettraient peut-être de distinguer les niveaux de pouvoir où militants et intellectuels collaborent dans la même direction et ceux où l'*intelligentsia* s'érige en contre-pouvoir (15). A défaut d'enquêtes, la première hypothèse à examiner est celle qui fait disparaître notre objet : il n'y a pas de classe dirigeante en URSS. Telle semble bien se formuler la thèse marxiste qui voit dans cette absence un apport décisif du socialisme. La révolution socialiste fait disparaître l'obstacle irrationnel que constitue la lutte de classes à la marche de l'humanité vers une organisation sociale entièrement rationalisée ; en langage wébérien, nous dirons qu'il y a substitution à la rationalité formelle de la bourgeoisie de *l'autorité rationnelle de la bureaucratie*. En principe, le pouvoir devient alors insaisissable : il se trouve partout et nulle part ; chaque citoyen détient une autorité strictement définie par la fonction qu'il assume et pour le temps qu'il l'occupe ; le même individu se trouve tantôt dans la position de dirigeant, tantôt dans la position de dirigé.

La critique de cette hypothèse se fonde sur le contraste entre l'idéologie officielle et le fonctionnement réel de la bureaucratie socialiste.

La vieille distinction entre « nous » et « eux », entre gouvernants et gouvernés (ou, pour parler en termes hégéliens, entre la « société civile » et « l'État ») ne semble pas avoir disparu en vertu des principes rationalisateurs. Le bureaucrate dont parle Tchekov avait un comportement d'Ancien Régime : « Sa plate servilité à l'égard de son

(14) Cf. A. G. MEYER, *The Soviet Political System*, New York, Random House, 1965.

(15) Sur les rapports de l'*intelligentsia* au pouvoir, cf. J. MARKIEWICZ-LAGNEAU, La fin de l'*intelligentsia* ? Formation et transformation de l'*intelligentsia* soviétique, in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, décembre 1976, vol. 7, n° 4, pp. 7-71.

supérieur n'avait d'égale que son arrogant dédain pour les masses. » C'est la même caricature de féodalité que certains auteurs voient aujourd'hui resurgir. Le processus s'opère par de multiples voies : les *managers* socialistes tendent à monopoliser le savoir pour en faire un instrument de pouvoir, les fonctionnaires tendent à accaparer l'information pour détourner à leur profit l'autorité qui s'attache à leur fonction, la nationalisation abstraite des moyens de production se traduit dans les faits par leur appropriation entre les mains de certains groupes, etc. (16).

La critique de notre hypothèse nulle (pas de classe, pas de direction), nous mène tout naturellement à en formuler une deuxième, inverse de la première. En effet, dire qu'il existe au moins une classe dirigeante en Union soviétique c'est refuser le dogme de la société sans classe ; du même coup, c'est concevoir le soupçon que le dogme a pour utilité de couvrir (aux deux sens du mot) le pouvoir des dogmatiques. L'interprétation officielle combine la rationalité bureaucratique avec le privilège exorbitant du parti, justifié par son rôle avant-gardiste. La critique des hérétiques fait un sort à cette exception où ils voient les germes d'une déviation des évangiles marxistes. La position extraordinaire reconnue au parti unique en fait le creuset d'une caste, revêtue du manteau de la pureté idéologique et qui dispose d'un pouvoir bien supérieur à celui dont jouit n'importe quelle élite dans un pays capitaliste. Processus totalitaire que Michael Morozow résume en observant que, dans la langue russe, les deux mots « parti » et « société » deviennent synonymes. Certes, le centralisme démocratique veut que les travailleurs participent à la direction de la production et les bureaucrates au contrôle de celle-ci. Mais, remarque Morozow, cette division des tâches a contribué elle-même à creuser « dans la société un fossé entre les fonctions d'organisation, de contrôle et de direction, d'une part, et celles d'exécution et d'obéissance aux ordres, d'autre part » (17). En d'autres termes, la classe dirigeante cumule les deux capacités que Burnham distingue sous les noms de *control* et *management*. La mainmise sur l'Etat équivaut à la propriété des moyens de production et le centralisme démocratique aboutit à l'oligarchie gestionnaire. Une fois lancée dans cette direction, la critique peut se nuancer ou se radicaliser, selon les auteurs.

Le problème porte sur l'ordre de grandeur ; un parti peut constituer une classe quand il compte quelque 15 millions de membres ; mais peut-il se comporter en élite du pouvoir, à la manière des

(16) On retrouve ici la convergence des analyses de Djilas, Castoriadis, et Lefort.

(17) Cf. M. MOROZOW, *L'establishment soviétique*, op. cit., p. 41.

200 familles ? Aussi voit-on les analystes hésiter entre le diagnostic de classe dirigeante et celui de pouvoir oligarchique, concept dont le lieu serait le Comité central du PC de l'URSS. Ce *super-establishment* soviétique, bien qu'en augmentation constante, a des effectifs suffisamment restreints pour constituer une oligarchie vraisemblable, dont la composition est significative dans la mesure où elle varie (18).

L'évolution dans le recrutement de l'état-major du parti fait ressortir deux traits significatifs, l'un diachronique et l'autre synchronique. D'une part, le Comité central voit croître ce qu'on pourrait appeler son « taux d'autoreproduction » : ses membres ont tendance à être choisis de plus en plus dans l'appareil du parti lui-même. D'autre part, il est frappant de remarquer une constante : la plupart des membres du CC occupent simultanément des postes de contrôle et/ou de direction dans un groupe d'institutions qui comprend les ministères, le Gosplan, les *mass media*, la science, l'armée et la police (19). Si nous combinons ces deux observations, à savoir l'autoreproduction croissante des instances supérieures du parti et la polyvalence constante de leurs membres, nous voyons comment les critiques peuvent appliquer à l'URSS une analyse comparable à celle que font les observateurs de la classe dirigeante dans un pays comme la France ou les Etats-Unis (20). En effet, pour montrer la structure de la classe dirigeante française, les sociologues font ressortir aussi bien les liaisons personnelles entre les élites de différentes branches d'activité que la tendance des fonctions de direction à devenir héréditaires. Dans la mesure où ces deux types de phénomènes affectent également le parti unique d'un pays socialiste, cela paraît renforcer l'hypothèse selon laquelle un tel parti joue objectivement le rôle d'une classe dirigeante (21).

(18) Cf. pour l'évolution de la composition du CC, du PCUS, M. MOROZOW, *L'establishment soviétique*, op. cit., p. 46 ; B. KERBLAY, *La société soviétique contemporaine*, Armand Colin, 1977, p. 259 ; D. LANE, *The Socialist Industrial State, Towards a Political Sociology of State Socialism*, George Allen and Unwin Ltd., 1976, pp. 123-129.

(19) A partir de la liste des membres du CC au 10 mars 1978 établie par H. KRAUS, nous n'avons pu trouver que 6 ouvriers et kolkhoziens au Comité central en 1978 (ce nombre était de 9 en 1971), tous les autres ont plusieurs postes dans divers organismes d'Etat, du parti ou de la culture.

(20) Cf. R. DAHL, *Qui gouverne ?*, Armand Colin, 1971 et P. BIRNBAUM et al., *La classe dirigeante française*, PUF, 1978.

(21) La tendance récente est de recruter les nouveaux membres du Comité central à partir de l'appareil du parti. Donaldson a montré qu'en 1971, 24,3 % des membres titulaires du CC avaient fait carrière dans le parti, alors que 41,1 % venaient des appareils d'Etat. Parmi les plus jeunes membres cependant (ceux nés entre 1920 et 1937), 60 % venaient du parti, contre 4,4 de la fonction publique. Cf. R. M. DONALDSON, *The 1971 Soviet Central Committee : An Assessment of the New Elite*, in *World Politics*, avril 1972, XXIV, n° 3, pp. 382-409.

Mais encore une fois nous hésitons à dénommer « classe » un groupe qui compte à l'heure actuelle 280 membres. Ce qui paraît établi, c'est que le CC du PC de l'Union soviétique constitue quelque chose comme une élite du pouvoir, au sens de C. W. Mills. A cette différence près, cependant, qu'au lieu de réunir une grande diversité d'élites particulières, l'*establishment* soviétique a une nature double. Il se définit principalement comme un état-major politique, secondairement comme un grand conseil des compétences, une sorte de « sacré collège des techniciens ». Alors que Mills pose le problème de la combinaison d'intérêts multiples à l'intérieur de la société capitaliste, l'énigme du pouvoir soviétique consiste à savoir comment s'ajuste l'intérêt général représenté par le parti et les intérêts sectoriels représentés au Comité central. En tout état de cause, l'analyse des élites laisse pendante la question de savoir s'il existe en URSS une *classe dirigeante*, et si elle se confond ou non avec le Parti communiste.

Nous avons opposé schématiquement deux hypothèses qui polarisent le champ actuel de la soviétologie. D'une part, la thèse officielle selon laquelle il n'y a pas de classe dirigeante ; celles qui persistent dans un régime socialiste sont harmonisées par la dictature du parti dans le sens romain du salut public : les hiérarchies entre individus se veulent fonctionnelles et rationnelles, elles n'entraînent pas l'acaparement du pouvoir et du savoir au profit d'un groupe social particulier (22). D'autre part, les critiques de cette thèse en soupçonnent la duplicité : derrière la rationalité apparente du centralisme, ils voient telle catégorie fonctionnelle (la police, l'armée, les « managers ») se constituer en « castes », qui se partagent concurrentiellement le pouvoir de la même façon que les socialistes réfutent l'apparence démocratique des sociétés libérales au nom de la convergence réelle des élites.

Pour dépasser cette opposition, peut-être faudrait-il revenir à la problématique marxiste des classes, en distinguant modes et rapports de production. Si elle peut abolir la propriété, la révolution politique n'efface pas pour autant les vieux antagonismes entre les travailleurs manuels et intellectuels. Les conditions paradoxales de la fondation de l'URSS ont fait que l'*intelligentsia* s'est trouvée seule capable d'exercer la dictature au nom des masses. Aujourd'hui encore, nous l'avons vu, les vrais travailleurs manuels se trouvent en nombre infime au CC du parti. Cela n'exclut pas qu'un nombre significatif de citoyens soviétiques exercent en ce moment des postes d'encadrement, souvent avec de hautes responsabilités, alors qu'ils sont issus de

(22) C'est pourquoi le statut des individus reste délibérément fragile. Qu'un membre du parti se voie déchargé de ses fonctions, et il perd du même coup tous les avantages et les signes attachés à ce poste.

familles authentiquement prolétariennes : ce fut même longtemps dans cette origine que les dirigeants communistes trouvèrent leurs titres de noblesse. Le problème n'est donc pas celui posé par l'ouvrier Albert dans le gouvernement provisoire de 1848 en France ; il ne s'agit pas de savoir si la demi-douzaine de métallos et de kolkhoziens siégeant au Comité central servent de caution hypocrite à la « nouvelle classe ». Il faut se demander plutôt, par une sorte de variation imaginaire, si la bourgeoisie changerait de fonction sociale à supposer qu'elle se voie privée du jour au lendemain de ses pouvoirs culturels. En d'autres termes, la nature de l'*intelligentsia* socialiste, son recrutement, sa formation, le rôle qui lui est assigné, tout cela permet-il ou interdit-il aux travailleurs intellectuels de se constituer en classe dirigeante ?

La transmutation de l'*intelligentsia* russe en *intelligentsia* soviétique s'est faite par un processus long et complexe qui présente les stigmates d'une alchimie historique ; séparation des bolcheviks et des mencheviks, dissolution des socialistes-révolutionnaires, réaction trotskyste, épurations successives par grandes purges, etc. Le résultat observable de cette alchimie, c'est la *déconnection* (au moins apparente) *du savoir et du pouvoir*. Ce dernier est confié au parti, qui présente la garantie de sa pureté idéologique : il est chargé d'appliquer la ligne générale dans toute sa rigueur. Au contraire, l'*intelligentsia*, gardienne du savoir, ne montre aucune unité : ni classe, ni couche, ni strate, elle se définit, si l'on peut dire, comme un fourretout. Techniciens, artistes, administrateurs, savants, coexistent dans la même statistique officielle qui recense environ 15 millions d'intellectuels, soit presque autant que de communistes. Cette coïncidence quantitative n'offre apparemment pas de signification particulière, et la plupart des observateurs soulignent qu'il faut se garder de confondre l'appartenance à l'*intelligentsia* avec l'hypothèse d'une éventuelle classe dirigeante. Ils sont en cela d'accord avec l'orthodoxie marxiste, pour qui la gestion se présente, à la manière de la guerre napoléonienne, comme un art simple et tout d'exécution ; au lieu que le capitalisme confond l'administration des choses et la domination des classes, Lénine annonçait une société où n'importe quelle cuisinière choisie au hasard pourrait se charger à n'importe quel moment de n'importe quelle tâche de direction.

Il semble donc logique de constater les structures inverses du parti et de l'*intelligentsia*, l'homogénéité de celui-là et la diversité de celle-ci, puisque pouvoir et savoir sont voués à des destins inverses : dans le communisme achevé, le parti aura disparu avec le gouvernement des hommes, tandis que ceux-ci auront trouvé leur plein épa-

nouissement en confiant le travail manuel aux machines, et que l'*intelligentsia* se confondra avec l'humanité tout entière. Mais nous n'en sommes pas encore là, et dans l'état actuel des choses, tous les modes du compromis se rencontrent : il y a des membres du parti qui appartiennent à l'*intelligentsia*, et d'autres qui n'en font pas partie ; réciproquement, certains intellectuels militent, et d'autres pas. On trouve même des communistes anti-intellectuels (ouvriéristes), des écrivains contestataires (23), et des sans-parti qui travaillent de leurs mains.

Pour avoir une idée de l'interpénétration de fait entre savoir et pouvoir, il faudrait systématiser les analyses comme celle dont les résultats sont cités par B. Kerblay : 94 % des présidents de kolkhozes sont membres du parti, mais 20 % seulement des docteurs en médecine (24). Réciproquement, il semble que la majorité des premiers secrétaires régionaux du parti aient une formation d'ingénieurs. Seule une vaste et fine étude empirique des carrières individuelles pourrait nous donner une idée des liaisons réelles entre le parti et l'*intelligentsia*, et nous permettre de décider si l'ensemble des dirigeants à tous les niveaux de direction doit rester à l'état de catégorie abstraite ou constituer réellement une classe, objectivement et subjectivement.

Faute d'une telle documentation, nous pouvons au moins nous interroger sur la déconnection entre savoir et pouvoir, et sur ses conditions pratiques. Si le parti homogène se distingue d'une *intelligentsia* fourre-tout, l'inverse est aussi vrai sur un plan moins visible : l'unité de façade cache une hiérarchie entre communistes qui creuse une distance sociale considérable entre le prolétaire de base et le dignitaire cumulard, siégeant au CC, au Praesidium, et à la direction d'autres institutions (25). Réciproquement, il y a entre le journaliste,

(23) Il faut même envisager la possibilité de changements diachroniques dans les compromis individuels. Les cas ne manquent pas d'intellectuels jouissant confortablement d'un apolitisme loyaliste, et auxquels un revers de carrière a ouvert les yeux sur les rapports du savoir et du pouvoir ; ils découvrent alors qu'il y a deux sortes d'intellectuels, les humanistes contestataires, et les opportunistes inféodés au parti. Cf. par exemple Efim ETKIND, *Dissident malgré lui*, Albin Michel, 1977, ou Alexandre ZINOVIEV, *Les hauteurs béantes*, L'Age d'homme, 1977.

(24) 75 % des députés au Soviet suprême ; 60 % des avocats ; 33 % des ingénieurs ; 25 % des enseignants appartiennent au parti (d'après B. KERBLAY, *La société soviétique contemporaine*, op. cit., p. 247).

(25) En mars 1976 le parti comptait 15 058 017 membres et 636 170 candidats, soit un peu plus de 9 % de la population adulte. Parmi les membres du parti, on peut distinguer trois catégories :

- a) *Les militants de base*, dont on exige une participation active à la construction du communisme, i.e. une stricte fidélité à la théorie marxiste-léniniste ;
- b) *L'activ*, soit les membres exerçant des responsabilités de direction dans l'appareil

le médecin et le directeur d'usine une communauté culturelle et un horizon intellectuel qui transcendent l'hétérogénéité des métiers, voire celle des niveaux de vie (26). Le fondement de cette unité cachée, le signe communautaire de l'*intelligentsia*, où le chercher sinon dans le degré d'instruction reçue, qui cautionne la qualification et fonctionne comme une frontière invisible démarquant les travailleurs intellectuels des manuels ? En faisant intervenir la variable d'éducation, on voit sous un nouveau jour les rapports effectifs du savoir au pouvoir : par exemple, les secrétaires de comités régionaux (qui servent de vivier à l'état-major du parti) ont vu régulièrement leur niveau d'instruction s'élever. Dès 1960, les neuf dixièmes d'entre eux sont munis de diplômes supérieurs (27).

« Si l'élite politique se recrute de plus en plus dans l'*intelligentsia*, elle ne se confond pas avec elle » (28). Ce jugement est typique de l'incertitude où nous demeurons nécessairement quant à l'existence d'une classe dirigeante en URSS. Il y a deux candidats également vraisemblables : le parti, instance légitime du *pouvoir* suprême, qui tranche en dernier ressort, et l'*intelligentsia*, qui possède la *puissance*, les outils techniques sans lesquels le pouvoir n'a les moyens ni de décider ni de contrôler l'application d'une politique. De ce fait, l'importance de l'*intelligentsia* croît logiquement en raison inverse de ce qu'on pourrait appeler la *généralité de la direction* : quand il s'agit de surveiller la bonne marche d'une usine, l'ingénieur compétent a les mains plus libres que lorsqu'il faut orienter la politique économique d'une région. Au niveau le plus élevé, la double appartenance est la règle : le Comité central est une assemblée d'intellectuels partisans. Dans cette assemblée, le pouvoir et le savoir communient et se surveillent, collaborent et se contrôlent mutuellement ; y a-t-il un sens à se demander si cette suprême instance constitue une élite de pouvoir ou représente une « classe dirigeante » ? Nous pensons plutôt qu'il faut y voir un symbole, celui du parallélisme

du parti, dans les entreprises et toutes institutions où il bénéficie de postes réservés (*nomenklatura*) : on peut estimer ce groupe à 30 % de l'effectif global ;
 c) Les membres de l'appareil, salariés à temps plein aux différents niveaux de l'organisation du parti (environ 9,5 % de l'ensemble).

(26) Cf. J. MARKIEWICZ-LAGNEAU, *La fin de l'intelligentsia*, loc. cit. ; H. SMITH pour sa part décrit d'une manière saisissante comment les savants, les écrivains et les dirigeants participent aux mêmes privilèges et jouissent des mêmes loisirs. Cf. *Les Russes*, op. cit., pp. 39-93.

(27) En 1973, 97,7 % des secrétaires de comités de districts et de villes du parti, et 99,2 % des secrétaires de comités régionaux et territoriaux de CC du PC des Républiques fédérées possèdent un degré supérieur d'instruction. Cf. *Le PCUS en chiffres*, in *Problèmes politiques et sociaux*, 1973, n° 202, p. 23.

(28) B. KERBLAY, op. cit., p. 258.

entre deux institutions complémentaires, le parti et l'*intelligentsia*. Symbole qu'expriment les deux « casquettes » que porte chacun de ses membres, dignitaire du parti et porte-parole d'un corps de spécialistes. La classe dirigeante de l'URSS ne doit pas se chercher dans l'ensemble des dirigeants (qui ne forment pas un groupe réel), mais elle se trouve dans la relation qu'entretiennent savants et politiques. Relation intime, au plus haut niveau de la direction, relation interpersonnelle au plan de la vie quotidienne. Au Comité central, l'autre c'est aussi soi-même ; chacun s'y décide non pas en fonction de son intérêt de classe, mais de sa dialectique singulière entre la politique du parti et le point de vue de sa corporation.

Notre conclusion pourra paraître paradoxale : l'objet contradictoire que nous voulions analyser n'existe pas, et cependant il est doué d'une existence doublement symbolique. Il serait vain de vouloir cerner ou mesurer une classe dirigeante en URSS, mais l'enquête peut saisir (dans les relations humaines, dans les profils de carrière) *un rapport structurel entre deux institutions*, le parti et l'*intelligentsia*, mutuellement condamnées à la coexistence pacifique. Dans un régime pluraliste comme celui de la France en 1900, l'affaire Dreyfus vit surgir un parti des intellectuels dressé contre l'*establishment* de la classe dirigeante. De tels phénomènes ne se conçoivent guère en URSS, qui ne nous a offert jusqu'à ce jour qu'une alternative : la direction collective ou le culte de la personnalité. Ni dans un cas ni dans l'autre, on n'a vu se cristalliser une classe dirigeante. La monarchie stalinienne a occulté pour un temps la dialectique essentielle à la société soviétique entre le parti et l'*intelligentsia*, mais elle ne l'a pas fait disparaître : Staline mort, le régime ne s'est pas effondré, il s'est perfectionné au contraire, et s'achemine vers une rationalité plus forte. L'histoire dira s'il a, sous la férule de Brejnev, trouvé un point d'équilibre, ou si l'alliance querelleuse du savant et du politique se terminera en guerre froide.